

Mineurs non accompagnés à Marseille : MSF dresse le bilan de 6 années d'action

27.8.2026 - | Médecins Sans Frontières France

Après 6 années d'intervention, MSF se retire de Marseille pour renforcer son action sur le littoral Nord français, où le contexte ne cesse de se dégrader pour les personnes exilées cherchant à rejoindre le Royaume-Uni. Camille Niel, cheffe de la mission France de MSF, revient sur un projet collectif qui a permis à des centaines de jeunes de se reconstruire.

Quel était le contexte pour les mineurs non accompagnés en France et notamment à Marseille quand MSF ouvre son projet en 2020 ?

En 2020, des centaines de jeunes dormaient à la rue à Marseille, en plein hiver, faute de prise en charge par les institutions publiques. C'est à ce moment que MSF a décidé de financer 100 places d'hébergement d'urgence, en collaboration avec les associations et les collectifs de la ville. Une défaillance de l'État qui nous a poussés à intervenir plus largement et durablement auprès des MNA dans la ville avec l'ouverture d'un programme d'hébergement et de soins.

Les mineurs non accompagnés (MNA) sont des jeunes arrivés sans leurs représentants légaux sur le sol français. S'ils sont officiellement reconnus mineurs par l'État, ils seront pris en charge dans le cadre de la protection de l'enfance, avec un accès à la scolarisation, à la santé et l'interdiction d'être enfermés et éloignés du territoire français. S'ils ne sont pas reconnus mineurs, ils n'auront pas d'accompagnement spécifique. L'évaluation de leur âge est donc essentielle. Chaque département en France en est responsable, et procède à une évaluation faite sous forme d'entretiens par des professionnels de l'enfance. Mais les résultats sont très aléatoires selon l'endroit où se trouvent ces jeunes, certains départements ayant un taux de reconnaissance peu élevé. C'est le cas du Département des Bouches-du-Rhône, alors que longtemps Marseille a été la deuxième ville de France avec le plus d'arrivées de MNA.

Quand la minorité n'est pas reconnue, ces adolescents ont la possibilité de contester cette décision en saisissant un juge des enfants. On parle alors de jeunes « en recours »; on en comptait 300 à Marseille en 2025. C'est une procédure longue, parfois une année, pendant laquelle les MNA, ni majeurs ni reconnus mineurs, ne bénéficient d'aucun soutien institutionnel et se retrouvent livrés à eux-mêmes, sans accès à un hébergement, à la scolarité et à une prise en charge médicale. Cette extrême précarité entraîne de lourdes conséquences sur leur santé physique et mentale. Une grande partie des jeunes que nous avons rencontrés tout au long de ces six années d'intervention présentaient des symptômes et des troubles qui nécessitaient une prise en charge dans la durée et pour lesquels une orientation vers des structures de soins psychologiques adaptées était indispensable. En 6 ans d'activité, environ 150 d'entre eux ont été hébergés par nos équipes et près de 1 500 consultations ont été menées dans cette « maison MSF », un bâtiment qui appartenait à Ville de Marseille, où nos équipes ont pris en charge des cas souvent très complexes.

Est-ce que vous pouvez nous parler de cette maison ?

Elle était au cœur du projet MSF à Marseille. Sa particularité est que, au-delà de donner un toit, elle a offert un accompagnement pluridisciplinaire large aux jeunes qui y ont été accueillis : accès à l'Aide Médicale d'Etat (AME), à l'école, aux transports, à une domiciliation, aux biens de première nécessité (vêtements, hygiène, nourriture...). Ensuite, tous les jeunes ont été accompagnés dans leur parcours étudiant et professionnel et une majorité d'entre eux a pu accéder à un apprentissage. Au niveau juridique, notre équipe les a suivis dans les recours de minorité, en les aidant à établir des documents d'état civil ou dans les démarches pour les jeunes devenus majeurs (titres de séjour et Contrats Jeunes Majeurs).

Il était aussi important que ces jeunes puissent devenir autonomes. L'organisation de la maison et de la vie collective, à laquelle ils contribuaient grandement, a notamment joué un rôle important. Lorsque nous avons pris la décision de nous retirer de Marseille, la réorganisation s'est faite très progressivement; les équipes ont pris le temps de soutenir jusqu'au bout les jeunes. Tous ont désormais quitté la maison avec une solution alternative d'hébergement, un suivi social et des parcours de santé stabilisés.

Quel est leur profil ?

Beaucoup étaient dans une situation familiale compliquée avant de prendre la route, ou ont dû fuir des conflits armés. Ils ont emprunté des itinéraires différents, certains passant par la Libye, où ils ont parfois été vendus par des passeurs à des trafiquants d'êtres humains, ou par la Tunisie, réussissant à monter à bord d'une embarcation de fortune pour traverser la Méditerranée. La plupart sont arrivés par l'Italie, quand d'autres sont entrés en Europe par l'Espagne via le Maroc et l'Algérie. Chaque trajet a comporté sa part de risque, de violence et de souffrances – jusqu'à leur arrivée en France et y compris ici. Ils ont vécu des événements traumatiques, dans les centres de détention libyens par exemple, où la torture est courante, ou en traversant la Méditerranée. Certains ont perdu une ou plusieurs personnes, un ami ou un membre de leur famille, avec qui ils voyageaient. Ils ont frôlé la mort et doivent vivre avec cela. Tous ont vécu le refus de minorité par les autorités départementales, après une évaluation considérée comme partielle, voire à charge, par les associations qui soutiennent les mineurs non accompagnés, dont MSF. L'évaluation elle-même et son résultat sont vécus comme une énième violence, une violence institutionnelle, d'autant plus dure à subir pour ces jeunes qu'ils étaient persuadés d'être enfin à l'abri en France, après des mois d'errance. Un répit et un repos qu'ils ont pu trouver au sein du GR1, un projet collectif que les associations présentes à Marseille ont créé en 2024.

Quel rôle joue cette structure ?

Les besoins des MNA dépassent largement les capacités de MSF, notamment face au refus du Département des Bouches-du-Rhône de prendre ses responsabilités en matière de protection de l'enfance et de mise à l'abri. Avec plusieurs associations partenaires, Yes We Camp, Just, le Secours catholique, la Ligue de l'enseignement et la Fondation Armée du Salut, nous nous sommes mobilisés en créant le « GR1 », un nom qui fait référence au fait de se retrouver entre jeunes, pour échanger autour d'un verre de thé, dans les pays du Sahel. Il s'agit du seul accueil de jour pour les MNA à Marseille. Il est pensé pour être un lieu de refuge et de répit pour les jeunes exilés. Ceux-ci peuvent s'y reposer, se laver, se nourrir et cuisiner, suivre des cours de français, être accompagnés dans leur démarches juridiques et se soigner.

Jusqu'à 80 jeunes ont pu être accueillis quotidiennement. Pendant deux années, l'équipe médicale de MSF y a effectué des consultations médicales deux fois par semaine, et proposé aussi des séances individuelles avec une psychologue, une fois par semaine. Pour ces adolescents, chaque journée passée au GR1 est une journée de moins passée à la rue et une chance supplémentaire de se reconstruire. Le dispositif est maintenant bien en place après plusieurs années de travail collectif et de concertation, même si ses fondations restent à consolider. C'est un modèle à défendre, celui d'un lieu commun, qui continue de vivre au-delà de ses associations fondatrices, même si ses fondations restent à consolider dans le futur.

Vous mentionniez les besoins des MNA, qui dépassent largement les capacités des associations ?

Le GR1 tente d'apporter une réponse, notamment avec l'appui de la Ville de Marseille, et le tissu associatif marseillais se mobilise beaucoup. Mais les acteurs font face au sous-financement public qui touche l'ensemble des associations en France. Malgré cela, ils sont sollicités pour répondre à une réalité qui dépasse leurs capacités. La situation des MNA à Marseille reste problématique. Ceux-ci continuent de figurer parmi les publics les plus exclus et invisibilisés. Un abandon qui les expose aux abus, aux réseaux criminels, aux dangers de la vie à la rue et à une stigmatisation extrêmement forte, instrumentalisée politiquement. Nous sommes face à une politique mise en œuvre par le Département qui génère une situation largement évitable et oblige les associations à se substituer à l'État. Il est indispensable que les pouvoirs publics cessent leur logique d'exclusion et d'invisibilisation des MNA et construisent avec les acteurs de terrain des conditions d'accueil dignes, légales et durables.

<https://www.msf.fr/actualites/mineurs-non-accompagnes-a-marseille-msf-dresse-le-bilan-de-6-annees-d-action>